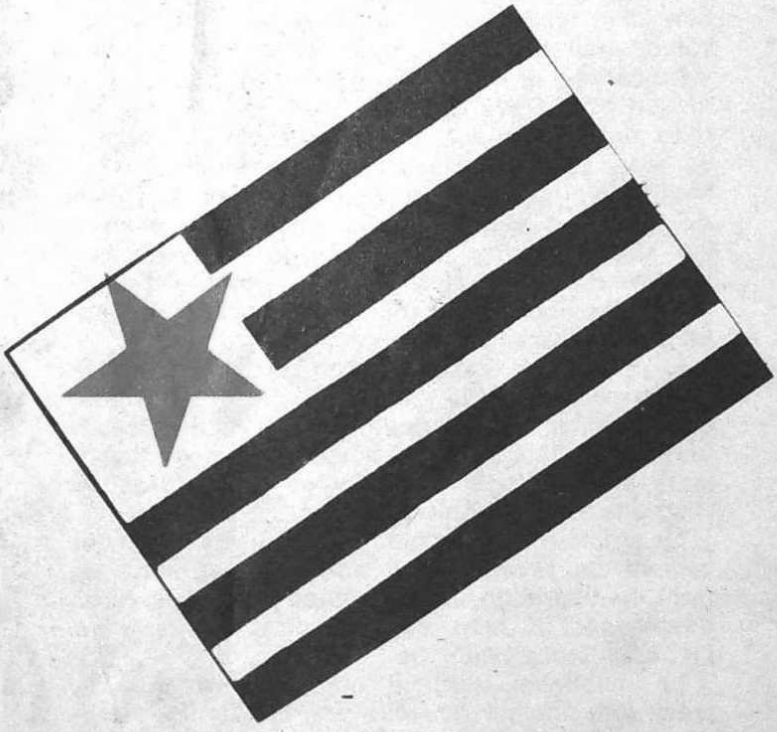
YANNICK for IHN

bretagne révolutionnaire

BREIZH HA DISPAC'H

Communist and revolutionnary newspaper but also catholic.



Congrès Constitutif du Parti Communiste Breton

- manifeste du P.C.B.
- statuts du P.C.B.
- Les Batignolles : colonisation de la Bretagne

BRETAGNE REVOLUTIONNAIRE - B.P. à Sarcelles (95)
N° 9 - MARS 1971.

1 F

manifeste du Parti Communiste Breton

INTRODUCTION

Créer un Parti Communiste Breton s'impose d'une manière irréversible. Une telle résolution n'a pas été prise à la légère : elle résulte de camarades engagés depuis longtemps dans les luttes de masse en Bretagne. La création du PCB est une étape décisive dans la bataille pour la survie et le devenir du peuple breton. Bien entendu, nous savons que notre liberté et notre avenir dépendent du soutien des révolutionnaires français et de l'issue des batailles engagées en France ; **mais nous n'acceptons plus de subordonner notre lutte à la leur.**

La décision de créer un Parti Communiste Breton part d'abord de la constatation de la dégradation du sort des ouvriers, des paysans, des marins-pêcheurs et des travailleurs indépendants de Bretagne. **Tous sont victimes d'une double exploitation.** En premier lieu, ils sont taillables et corvéables à merci par le capitalisme. De plus ils sont victimes d'un **colonialisme intérieur,** d'un **néo-impérialisme français,** qui vide la Bretagne de capitaux, exporte sa main-d'œuvre, proclame ouvertement sa volonté de détruire la paysannerie et de liquider notre langue et notre culture.

La décision de fonder un Parti Comuniste Breton part ensuite de l'examen critique de l'attitude et de la stratégie des forces dites de « gauche », « révolutionnaires », en France vis-à-vis de nos problèmes, de leur refus de reconnaître l'existence même d'une question nationale bretonne ; leur stratégie réformiste, leur opportunisme et leur chauvinisme grand-français les disqualifient désormais à nos yeux. Nous reprochons en ce sens au PCF d'avoir rompu avec son passé révolutionnaire. L'idéologie de la démocratie rénovée masque mal l'abandon du léninisme. Pour nous, il ne s'agit pas de conquérir électoralement l'Etat bourgeois pour l'utiliser à des fins étrangères à sa nature, mais de le détruire pour construire une société anti-hiérarchique d'un type nouveau. Il est absurde de prétendre conquérir le pouvoir par les voies parlementaires. C'est absurde parce que l'appareil de l'Etat moderne se confond désormais en un tout organique avec l'appareil administratif des monopoles. On ne l'en dissociera plus, parce que la stratégie électoraliste, le « frontisme », qui la conditionne s'écroule aujourd'hui sous nos yeux.

La décision de fonder un Parti Communiste Breton ne constitue par une démarche étroite et sectaire qui relève de « problèmes dépassés ». Nous ne séparons pas notre lutte de la lutte générale des masses contre l'impérialisme des Etats-Unis dans le monde. Nous comptons au contraire nous y intégrer sans réserve, comme le faisait déjà en 1933 Yann Sohier (1), fondateur d'« Ar Falz » (la faucille) qui en tant que socialiste et révolutionnaire breton faisait appel à l'unité dans la lutte : « la cause du peuple breton est solidaire de celle de tous les peuples opprimés par l'impérialisme français. Aidez nos frères de couleur à recouvrer leur liberté ». (« Ar Falz » n° 22.)

Nous ne séparons pas notre lutte de celle du peuple vietnamien, palestinien et des luttes d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Mais c'est précisément parce qu'après la Révolution d'Octobre et la Révolution chinoise la lutte des peuples opprimés se généralise que nous appelons les révolutionnaires de Bretagne à prendre leur sort entre leurs mains et à bâtir ensemble un Parti Communiste Breton, partie intégrante de la lutte des peuples pour abattre le capitalisme et l'impérialisme dans le monde.

Fonder un Parti Communiste Breton, c'est partager la conviction, enseignée par Marx et Lénine, confirmée par notre propre expérience des luttes de masse en Bretagne, que les batailles revendicatives ne peuvent déboucher sans perspectives politiques claires. Le marxisme et le léninisme enseignent : l'expérience des luttes révolutionnaires confirme que l'union des luttes revendicatives et nationales portent la bataille à un niveau plus élevé. Elle seule est capable de les faire déboucher sur la destruction de l'appareil de l'Etat bourgeois du capitalisme français et de ses auxiliaires bretons. Seule **la mise en place de nouvelles structures de direction de masse : les conseils populaires, pouvoir démocratique et révolutionnaire, pourra nous permettre d'accéder à une société qui mettra un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme.**

Le Parti Communiste Breton justifiera son rôle en permettant de développer l'unité des ouvriers, des paysans, des marins-pêcheurs, des universitaires — enseignants, étudiants —, des travailleurs indépendants et de toutes les victimes de l'exploitation du capitalisme.

La création d'un tel bloc dans l'« Emsav » (mouvement de revendication nationale) et dans un front de libération est une étape essentielle pour développer la lutte contre l'impérialisme, pour l'indépendance nationale.

Le manifeste qui suit constitue un appel à créer une société nouvelle anti-hiérarchique fondée sur l'unité, la fraternité et le travail en commun du peuple breton conduit à la bataille par la classe ouvrière.

Pour établir une telle société, il nous faut d'abord secouer le joug de l'impérialisme français. Cela signifie combattre le capitalisme et ses monopoles français ainsi que leurs valets bretons. Cela signifie également combattre toute régionalisation masquant les formes nouvelles d'exploitation.

Pour provoquer un tel changement le Parti Communiste Breton se propose :
— de contribuer à organiser la lutte des masses en Bretagne ;
— de réunir et de regrouper tous les travailleurs bretons émigrés en France, dans les pays de la CEE et autres qui sont attachés aux principes du marxisme et du léninisme.

Le Parti Communiste Breton ne prétend pas à l'hégémonie sur les batailles du prolétariat, car il n'est pour nous qu'un instrument révolutionnaire appelé en permanence à rendre des comptes à la base.

Le manifeste qui suit présente à nos yeux un programme possible pour unifier les masses et être la base d'un nouveau bloc historique capable d'entraîner le peuple breton à bâtir une société socialiste.

pour l'unité et le socialisme

I. — CRISE POLITIQUE EN FRANCE : CRISE EN BRETAGNE

Une crise profonde secoue la société française. Ses effets se répercutent amplifiés en Bretagne. Des luttes revendicatives ont réouvert en France une période d'instabilité sociale et politique. Après avoir fait front commun face à l'action conjuguée des ouvriers et des étudiants, en mai 68 notamment, la bourgeoisie s'est trouvée au lendemain de sa victoire électorale plus divisée que pamais. La défiance à l'égard de la politique de De Gaulle s'est exprimée d'abord par la crise monétaire de novembre 68 avant d'aboutir au départ de celui-ci rejeté par les populations bretonne et française. La dévaluation d'août 69, les mouvements de grève qui l'ont suivie, la révolte des diverses couches sociales, paysans, commerçants, routiers... montrent que le départ de De Gaulle, loin d'avoir marqué la fin de la crise ouverte en mai 68 n'a finalement été qu'un moment dans la dégradation de la soi-disant autorité de l'Etat et dans la lutte pour l'hégémonie politique que se livrent les différentes fractions de la bourgeoisie. Les récentes actions répressives et les condamnations abusives du pouvoir confirment la fragilité de cette « autorité ». De l'aveu même de l'Etat, la France serait aujourd'hui une « société bloqué ». Visiblement le système politique français glisse vers une nouvelle crise sociale ou politique (ou les deux à la fois).

En Bretagne, en même temps que la situation se dégrade, la conscience de classe se développe chez les ouvriers et les paysans. Ils savent qu'ils sont condamnés par un système qui favorise par sa politique d'investissements l'expulsion de la main-d'œuvre vers les concentrations industrielles.

La bourgeoisie exploite le développement des cinq départements bretons par une politique d'assistance (soutien des prix agricoles, usines...) qui se traduit par un mouvement des ressources — de la Bretagne vers la région parisienne et les centres industriels et de l'Etat bourgeois vers ses représentants en Bretagne — aggravant le déséquilibre économique et social, ayant pour effet d'accentuer l'inégalité des revenus et de pouvoir dont la classe des travailleurs bretons fait les frais.

La crise en Bretagne fait naître deux blocs distincts : les privilégiés (propriétaires terriens, notables, industriels) qui participent au « développement », et la masse populaire sans travail assuré, aux multiples métiers, durement exploitée, contrainte à l'émigration.

Devant la gravité de cette crise, les travailleurs des cinq départements ont de plus en plus conscience que le problème breton ne peut être résolu, sous tous ses aspects, économique, social, culturel, politique, que par une modification radicale dans la distribution des ressources, des structures du pouvoir, obtenus par la lutte de masse.

Ils savent que les partis politiques en place sont fortement liés au mécanisme existant de l'Etat capitaliste français et qu'ils ne peuvent efficacement lutter contre lui : que seule la formation d'un parti fondé sur la réalité de la lutte des classes et proposant une alternative révolutionnaire d'un type nouveau sera capable de transformer la société.

II. — LA NATION

La Bretagne est une entité historique

Du VI^e^ au XVI^e^ siècles, elle a existé comme **Etat** indépendant avec ses langues, sa culture, ses institutions, sa vie religieuse et philosophique, ses ressources commerciales et économiques, en un mot avec tous les critères d'une **nation.**

Dès de Moyen Age, les Bretons n'ont cessé de donner des coups d'arrêt à l'expansionnisme français. Cette lutte quasi permanente a marqué profondément leur histoire ; elle en a fait d'irréductibles révoltés. Que le contenu de cette révolte soit objectivement révolutionnaire (Bonnets rouges) ou réactionnaire (chouans), elle n'a cessé de **poser un problème à l'Etat français.** Celui-ci a répondu par le génocide culturel, à l'aide de l'Eglise sous la monarchie (Maunoir) à l'aide de l'Ecole sous la République.

Nous affirmons donc que la France métropolitaine et d'outre-mer est une nation artificielle en tant que produit historique d'un impérialisme intérieur et extérieur, où le pouvoir était constamment exercé par des forces oppressives : l'Eglise, la royauté, la bourgeoisie.

De nos jours, l'extrême concentration capitaliste des forces productives à l'échelle mondiale provoque d'une part, la ruine de secteurs entiers de l'économie et d'entités historiques éloignées des centres de décisions ; d'autre part, les luttes de libération nationale à l'égard de l'impérialisme français.

La réaction salutaire des masses se produit tant au niveau des contradictions des classes fondamentales qu'au niveau des entités naturelles où les ethnies et les patrimoines culturels ont souffert de l'impérialisme. Elle emprunte ainsi une voie double et complémentaire qui peut mener au socialisme.

Engagée dans cette voie, la nation bretonne se reconstitue dans un combat à caractère de masse, unissant les classes et les couches paupérisées. Sa volonté de faire acte d'indépendance à l'égard de l'impérialisme, comme de faire aboutir un programme progressiste pour une société anti-hiérarchique, fraternelle, prospère, où la culture serait popularisée et enrichie, **constitue un maillon important dans la genèse du socialisme en France.**

L'action culturelle du capitalisme moderne ne tend pas seulement à dissoudre la culture propre des peuples, il va jusqu'à disloquer la personnalité des travailleurs en les réduisant en objet pendant le travail et en consommateurs d'objets en dehors. Cela ne va pas sans entraîner une profonde crise de la personnalité moderne. Face à cette crise les exploités du monde entier répondent par une recherche de leur identité qui s'affirme chez les ethnies minoritaires dans la reconstitution de leur existence nationale.

Pour nous communistes, une telle renaissance ne peut se faire à l'époque moderne que sous la direction des conseils qui gèreront non seulement l'économie et la politique mais aussi la culture.

Le Parti Communiste Breton appelle donc le peuple breton à l'action révolutionnaire qui contribue **à détruire l'Etat jacobin anachronique et à construire une Bretagne socialiste et internationaliste.**

III. — STRATEGIE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Vis-à-vis du problème breton, la bourgeoisie développe une ligne stratégique et tactique cohérente ; le peuple a d'ailleurs fait l'expérience des divers moyens utilisés, notamment :

— la destruction de l'industrie locale ;

— la subordination de l'économie aux besoins et intérêts du grand capital français et des monopoles internationaux ;

— l'exploitation de la main-d'œuvre et le colonialisme intérieur ;

— la volonté délibérée de faire disparaître les petits paysans ;

— la division du peuple breton, la bourgeoisie alimentant systématiquement des antagonismes artificiels entre les différentes couches de la population laborieuse ;

— l'utilisation de tous les moyens de dénationalisation possibles ;

— l'utilisation de politiciens locaux mis en place pour diviser et combattre les réactions populaires ;

— l'utilisation d'organisations politiques, religieuses et syndicales pour limiter l'ampleur croissante des luttes locales. (C'est ainsi que la FNSEA, par exemple, constitue un frein objectif à la lutte des paysans bretons.)

IV. — NOTRE ACTION

Face à cette politique, conformément aux principes marxistes et léninistes, le Parti Communiste Breton se propose :

1. De travailler à l'union du peuple breton dans sa lutte contre l'oppression du grand capital français et à mener une véritable bataille de classe. De démontrer que la conscience de classe et la conscience des ethnies sont inséparables et cela dans les plus purs principes du communisme.
2. De soutenir l'action d'un front de libération de la Bretagne dans la mesure où il contribuera à l'élargissement de la lutte et à la constitution d'un bloc de forces populaires hostile à la politique de l'Etat exploiteur.
3. De contribuer au développement de forces syndicales ouvrières et paysannes capables de défendre les intérêts réels des ouvriers et des paysans bretons.
4. De soutenir l'action d'organisations ayant pour but le développement de la langue et de la culture du peuple breton sur une base prolétarienne.
5. De reconnaître les profonds changements survenus récemment dans les milieux chrétiens qui, sans opportunisme, combattent l'exploitation de l'homme par l'homme. (On ne peut ignorer le développement dans le monde du mouvement inspiré par Camilo Torres.)
6. D'établir les liaisons internationales indispensables au développement de la lutte. Il travaillera avec tous les partis et organisations qui se battent réellement contre l'impérialisme d'où qu'il provienne et contre la domination du grand capital. Il s'efforcera en particulier d'élargir au maximum ses contacts avec les organisations et partis politiques français qui reconnaissent la légitimité de ses revendications et de ses actions, ainsi qu'avec les partis frères d'Irlande, d'Ecosse et du Pays de Galles.
7. D'affirmer sa solidarité en combattant aux côtés des peuples de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Martinique, de la Somalie, de la Guyane, du Pays Basque, d'Occitanie... qui se battent contre l'impérialisme français.

V. — POUR UNE BRETAGNE LIBRE

Notre pays possède les ressources nécessaires, la main-d'œuvre et les connaissances pour développer une économie harmonieuse et viable, donc indépendante de tout impérialisme. Il est contraire aux intérêts de notre peuple d'être organiquement lié et étroitement subordonné aux mécanismes, donc aux crises, de l'économie du capitalisme français et international.

Inspirés par la perspective d'une Bretagne :

— LIBEREE DE LA DOMINATION DE L'IMPERIALISME.

— UNIFIEE PAR LE TRAVAIL COMMUN DE SON PEUPLE POUR BATIR UNE DEMOCRATIE POPULAIRE OU LE PEUPLE GERERA LUI-MEME DIRECTEMENT SES AFFAIRES.

Développant les principes léninistes, nous considérons que l'Etat mis en place par les forces révolutionnaires doit être un Etat de type nouveau qui commence à dépérir dès sa création. C'est-à-dire tant que subsistent des différences entre classes, tant que la société communiste n'est pas construite, la lutte des classes continue, la dictature du prolétariat exercée par les Conseils est nécessaire.

La société de transition ne doit en aucun cas permettre à une élite de dominer et de gouverner au nom du prolétariat : seuls les conseils permettent aux masses d'assumer l'exercice permanent du pouvoir dans le respect des libertés conquises par les travailleurs (ex. le droit de grève en régime socialiste).

Dans la société que nous voulons construire, ce sont les conseils de travailleurs qui détiennent le pouvoir et non le parti.

Le Parti Communiste Breton considère que **l'autorité populaire des conseils** doit :

1. Développer toutes les ressources naturelles disponibles et créer des industries d'Etat avancées dont la gestion sera assurée par les ouvriers.
2. Gérer directement les banques, les assurances et les sociétés de crédit.
3. Exproprier les grandes industries étrangères.
4. S'approprier collectivement la terre dont la distribution et la gestion doivent être assurées par les travailleurs, notamment par les paysans ; il en est de même pour les industries d'aval et d'amont.
5. S'approprier collectivement les conserveries et le système de distribution de la pêche dont la gestion sera assurée par les ouvriers des usines et les marins-pêcheurs.
6. S'approprier collectivement les moyens maritimes et portuaires ainsi que tous les moyens d'exploitation de la mer désormais exploités dans l'intérêt de la collectivité bretonne tout entière.
7. S'approprier collectivement les supermarchés et les grandes surfaces dont la gestion sera assurée par une coopérative de travailleurs indépendants reconvertis et ce dans l'intérêt des consommateurs.
8. Développer au maximum un système d'éducation, de recherche et de culture lié à la production, organisé par les travailleurs, ouvert à tous sans discrimination aucune.
9. Assurer la défense et la promotion de notre langue et de notre culture et renforcer ainsi notre identité en tant que peuple sur notre territoire.

LE 1er CONGRES DU PARTI COMMUNISTE BRETON s'est tenu à RENNES, les 30 et 31 janvier 1971.

10. Définir avec les représentants du peuple français les liens économiques et politiques préservant l'indépendance et l'égalité des deux communautés et d'affirmer dans les actes la solidarité du peuple breton avec tous ceux qui combattent l'impérialisme dans le monde.

Le Parti Communiste Breton considère les points ci-dessus comme l'alternative pouvant servir de base à un programme et à la constitution d'un bloc historique des ouvriers, des paysans, des marins-pêcheurs, des intellectuels et des travailleurs indépendants en Bretagne.

Un tel programme est parfaitement réalisable s'il trouve en Bretagne suffisamment de militants résolus à s'engager réellement sans réserve dans une bataille de masse rompant ainsi définitivement non seulement avec un certain passé réactionnaire du mouvement breton mais aussi et surtout avec la politique centraliste de la gauche française qui fait obligatoirement le jeu de l'ennemi de classe. Dans une période de bouleversement historique sans précédent, à l'heure où l'impérialisme est harcelé de toutes parts dans le monde, tout dépend de la volonté et du courage des hommes. Encore une fois, nous ne séparons pas notre lutte de la lutte générale des peuples contre l'impérialisme, cela reste un point fondamental de notre combat.

L'avenir du peuple breton dépend d'abord de lui, de son courage et de sa résolution. Sa liberté est à ce prix.

VIVE LE PARTI COMUNISTE BRETON !

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, PEUPLES ET NATIONS OPPRIMES, UNISSEZ-VOUS !

Yann Sohier (7-9-1901/21-3-1935) créé « Ar Falz » en décembre 1932. « A Ar Falz, nous resterons révolutionnaires, au point de vue culturel comme au point de vue politique, considérant la Bretagne comme une minorité nationale opprimée et pensant avec Lénine que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes peut aller jusqu'à la séparation complète, si cette dernière est nécessaire un jour au relèvement du prolétariat breton. »

(« Ar Falz », groupe d'instituteurs laïcs de gauche et d'extrême-gauche.)

manifeste de soutien à la révolution irlandaise

Aden, le 1er février 1971

Les organisations soussignées :

— considérant la lutte qui se déroule actuellement en Irlande du Nord comme une lutte de libération nationale, de contenu social progressiste, et non pas un conflit de caractère confessionnel, comme le font les agences de presse colonialistes, et la question irlandaise la cause d'un peuple opprimé qui lutte contre le colonialisme anglais et les classes dominantes à sa solde, comme l'a analysé Lénine dans sa célèbre étude sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ;

1. Condamnent énergiquement les méthodes de répression et de terreur employées contre les patriotes irlandais par les troupes d'occupation britanniques et les organisations fascistes anglaises d'Irlande du Nord ;

2. Transmettent leurs salutations militantes à l'Armée Républicaine Irlandaise (Irish Republican Army - I.R.A.) qui poursuit la lutte armée pour achever les tâches de la révolution nationale démocratique en Irlande du Sud et libérer le Nord occupé et apprécient vivement le soutien apporté par l'I.R.A. à la révolution au Sud-Yémen, en Palestine et dans le Golfe arabique occupé.

3. Expriment leur totale solidarité avec la lutte du peuple irlandais pour liquider le colonialisme anglais en Irlande du Nord et le néo-colonialisme en Irlande du Sud et édifier une République irlandaise unifiée, indépendante et socialiste.

Signé par les mouvements suivants :

- **Front Populaire de Libération du Golfe arabique occupé.**
- **Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP).**
- **Parti communiste irakien (Direction centrale).**
- **Front de Libération de l'Erythrée (FLE) (Forces de libération populaires).**
- **Front de Libération de la côte des Somalis occupée (Djibouti) (commandement révolutionnaire).**
- **Front de Libération de la Somalie occidentale occupée (Ogaden, sous occupation éthiopienne.**

En juillet 1970 à cette même place, nous vous disions qu'après les journées d'études de mai à Rennes, le chemin de « Bretagne Révolutionnaire » était tracé.

Au mois d'octobre, B.R. éditait et diffusait gratuitement plusieurs milliers de projets du Manifeste pour la création du Parti Communiste Breton.

Durant trois mois, il a organisé de nombreuses réunions de discussion à la base, tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

De nombreux amendements et modifications ont été proposés lors de ces débats. Poursuivant la tâche qu'il s'était donné, B.R. a préparé et organisé le congrès constitutif du Parti Communiste Breton.

Aujourd'hui, B.R., en tant qu'organe du Comité Révolutionnaire Breton, paraît pour la dernière fois.

« Bretagne Révolutionnaire » deviendra l'organe du Parti Communiste Breton. Son contenu sera défini par un comité de rédaction nommé par le Comité Central du Parti.

Son rôle est d'informer, d'organiser et de lier les luttes des travailleurs bretons.

N.B. : Tous les abonnements sont considérés comme expirés avec ce numéro, sauf pour les abonnés depuis le 1er juillet 1970.

ABONNEMENT
A « BRETAGNE REVOLUTIONNAIRE »
B.P. 35 - 95 - Sarcelles

NOM .....
Adresse .....
.....

10 F. Soutien : 50 F. Ci-joint chèque bancaire — postal — au nom de Danièle NERON, ou virement postal à Danièle NERON, C.C.P. Paris 758-81

DEMANDE D'ADHESION AU P.C.B.

NOM .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Téléphone .....
Profession .....
Date et lieu de naissance .....
.....

déclare vouloir adhérer et militer au Parti Communiste Breton.

....., **le** .....

Signature

statuts du Parti Communiste Breton

1. **Principes fondamentaux**

Entre les militants et les militantes approuvant les présents statuts et s'engageant à les respecter, il est constitué une association se dénommant :

PARTI COMMUNISTE BRETON

Les présents statuts sont ceux d'une période de démarrage de son activité. Le prochain congrès du Parti se tiendra en novembre 1971, il se donnera de nouveaux statuts.

2. **Adhésion**

Pour être membre du Parti tout travailleur qui accepte les statuts, adhère à sa ligne politique et milite activement en observant la discipline librement consentie du Parti et acquitte ses cotisations. Pour entrer au Parti, il faut être présenté par deux membres et accepté par la cellule.

Les membres du PCB s'engagent à étudier et à appliquer son manifeste et les principes du communisme dans son plus pur esprit révolutionnaire.

Pour l'entrée de groupes entiers, d'autres organisations politiques ou d'une organisation de parti entière dans le PCB, le Comité Central décide de l'admission dans le Parti.

Pour l'admission de dirigeants d'autres partis ou organisations, la ratification du Comité Central est nécessaire en plus de celle de la cellule.

La cellule est la base de l'organisation du Parti.

Elle se compose des ouvriers, paysans, marins-pêcheurs, intellectuels — enseignants, étudiants — et des travailleurs indépendants.

La cellule développe dans la population la propagande et l'agitation définies par le Parti, organise toute lutte et participe à toute action dont la perspective est l'émancipation sociale poursuivie par le Parti Communiste Breton.

La cellule nomme un secrétaire et les responsables nécessaires à l'organisation de son travail.

3. **La structure du Parti**

Les cellules et les « broioù » (comités régionaux regroupant des cellules dans l'action) ont toute initiative pour prendre des décisions politiques à l'échelon local, dans le cadre de la ligne du Parti, en faisant ainsi appel à l'initiative créatrice des masses.

Le Comité Central est l'organisme qui dirige le Parti. Il est désigné par le congrès. Il est révocable à tous moments par l'ensemble des cellules réunies en Conférence Nationale convoquée à la demande d'au moins un tiers des cellules.

Le Comité Central est soumis à la critique de l'ensemble des cellules et à l'autocritique.

La préparation et le déroulement du congrès sont organisés par un Comité d'Organisation du congrès composé de deux membres représentant les militants de chaque cellule et de deux membres du Comité Central. L'objet des thèses et l'ordre du jour du congrès sont déterminés non par le Comité Central seul, mais par les cellules en coordination avec lui. L'ordre du jour et les documents devront être communiqués aux militants 30 jours avant l'ouverture du congrès.

4. **La discipline**

La discipline du Parti est un devoir impératif pour tous les mouvements et les organisations du Parti. La discipline du Parti suppose la libre discussion d'opinions.

Le fondement de la discipline du Parti est la critique et l'autocritique.

Tout acte d'indiscipline de la part de tout membre du Parti entraîne des sanctions qui sont décidées par l'instance du Parti à laquelle il appartient. Il a le droit de s'expliquer et de se défendre devant son instance.

La suspension d'un membre du Parti est discutée et proposée — en sa présence — par la cellule et soumise au Comité Central, jusqu'à la réunion du Congrès qui est seul habilité à prendre des mesures d'exclusion.

La décision de suspension entre en vigueuer dès qu'elle a été ratifiée par le Comité Central. En attendant la ratification par le Congrès, l'intéressé est écarté du travail du Parti.

5. **Finances**

Le Congrès du Parti fixe le montant des cotisations.

Les ressources financières des organisations du Parti proviennent des cotisations, des souscriptions, des entreprises du Parti, etc.

BAREME

Salaire jusqu'à 1 000 F : minimum 10 F
de 1 000 à 1 500 F : de 10 à 20 F
de 1 500 à 2 000 F : de 30 à 50 F
plus de 2 000 F : 3 % du sal. minimum 60 F

Ce barème peut être modifié selon les charges de famille du militant.

batignolles (suite)

Le groupe Creusot-Loire est un groupe très centralisé dont la tête est à Paris et dont les dirigeants se refusent à aligner les salaires de la filiale nantaise sur ceux que les capitalistes locaux de Dubigeon et des Ateliers et Chantiers de Bretagne ont été contraints de concéder par des accords de mensualisation au mois de décembre dernier. Baudonnat, le directeur des Batignolles, n'a pas hésité à dire : « Les deux accords d'établissement de Dubigeon et des ACB ont mis le feu aux poudres », ce qui ne va pas sans provoquer quelques grincements de dents chez les capitalistes nantais ! Cependant, Zalkind, délégué du groupement patronal de Loire-Atalntique, insiste sur la « compréhension mutuelle (entre les patrons nantais et la direction des Batignolles) qui S'IMPOSE PLUS QUE JAMAIS ». (Lettre au « Monde », 19 février.)

Toujours dans cette optique, l'état capitaliste veut faire de la Bretagne et des autres zones abandonnées de vastes parcs touristiques (Ménez Meur dans les Monts d'Arrée) et des zones militaires (presqu'île de Crozon). Pendant que les « vieux » seront devant les appareils photographiques des touristes, les jeunes iront fournir et fournissent déjà une main-d'œuvre à bon marché aux régions développées françaises et même aux autres pays du Marché Commun tel l'Allemagne.

La Bretagne est donc un réservoir de main-d'œuvre pour le capitalisme français et européen.

L'exemple de l'entreprise Martinot, à Fougères, le prouve abondamment. 200 employés ont été licenciés par suite d'une mauvaise gestion de la direction. L'entreprise était imbattable dans les adjudications et par ses propositions trop basses a été amenée à faire faillite.

Une entreprise de Dunkerque est venue proposer de l'embauche, mais les ouvriers refusent la déportation.

LA LUTTE SE DEVELOPPE, LA SOLIDARITE S'ORGANISE

Des collectes faites dans les régions permettent aux familles de grévistes de tenir. Les paysans amènent chaque matin leurs produits qu'ils vendent sans aucun bénéfice et même au rabais. Le 27 janvier, un tract d'agriculteurs syndicalistes, sous le titre « Solidarité de la lutte des ouvriers et des paysans » déclarait : « Nous venons vous apporter nos produits au prix payé à la production dans le but de vous informer de ces prix (ainsi le lait à 0,55 F le litre) et vous aider à résister. » Dans la matinée du mercredi 27 janvier, ils ont apporté une tonne de pommes de terre, cent kilos de carottes, 200 kilos de poireaux, et aussi des œufs et des poulets.

Dans certains lycées, les enfants des ouvriers des Batignolles avaient la cantine gratuite.

Des collectes ont été faites dans les rues, les entreprises, les lycées et les facultés.

Des débrayages et des meetings de solidarité ont eu lieu dans toute la région mais aussi dans les usines du groupe Creusot-Loire et ailleurs. Des familles ont accueilli les enfants des grévistes pour la durée des vacances de mardi-gras.

Ouvriers et paysans bretons sont solidaires et prennent conscience de leurs intérêts communs et de l'exploitation colonialiste dont ils sont victimes.

Après 44 jours de grève, la reprise ne s'est pas effectuée dans la bonne humeur.

Nombreux sont ceux qui disent que les résultats obtenus ne valaient pas une si longue grève, parce que son caractère n'était pas seulement économique, mais politique. Mais les récupérateurs n'ont pas tout gagné, la lutte, profondément, continue.

Le combat des Batignolles est un épisode de la lutte des ouvriers bretons, des ouvriers colonisés, des ouvriers français contre le même ennemi : le capitalisme et l'impérialisme.

La cellule de Nantes.

Soutenez la lutte du Parti Communiste Breton

Nous avons besoin dans l'immédiat de 7 000 F pour publier, en brochure bilingue (breton - français), le Manifeste du P.C.B.

Envoyez vos dons à « Bretagne Révolutionnaire », B.P. 35, 95 - Sarcelles, ou à Danièle NERON, C.C.P. Paris 758-81.

Lors de la fête populaire du Secours Rouge, le mercredi 24 février, au Palais de la Mutualité à Paris, le P.C.B. a recueilli 600 F au bénéfice des grévistes des Batignolles.

Abonnez-vous à
Bretagne Révolutionnaire
Faites des Abonnements

Le Parti Communiste Breton appelle au soutien financier des travailleurs agricoles de la Guadeloupe en grève depuis le 11 janvier 1971. Notre solidarité s'exprime aussi en envoyant des fonds à l'Association Générale des Etudiants Guadeloupéens, 85, rue Beaubourg, Paris-3e. C.C.P. Paris 17394-33. Mentionner Yvalon : travailleurs agricoles en grève.

les batignolles : colonisation de la Bretagne

Pendant six semaines, les travailleurs des Batignolles ont été en grève pour les revendications suivantes : mensualisation (garantie maladie et prime d'ancienneté), réduction du temps de travail. Elle s'est durcie à la suite d'une mise à pied de trois travailleurs (2 CFDT, 1 CGT), qui auraient participé à la dépradation de bureaux le 18 janvier.

Le 20 janvier, la direction annonce qu'elle ouvrira les portes de l'usine le lendemain. La CGT est pour la reprise du travail avec continuation de la lutte à l'intérieur de l'usine. La CFDT est opposée à la reprise ; cependant, elle est très largement minoritaire au sein de l'entreprise et l'issue du vote ne fait de doute pour personne. Or, contre toute attente, la continuation de la grève est votée à l'immense majorité.

L'usine des Batignolles de Nantes n'est qu'une filiale du trust Creusot-Loire né de la fusion des Forges et Ateliers du Creusot (SFAC) issue du groupe Schneider et de la compagnie des Ateliers et Forges de la Loire du groupe Marine Firminy.

Ce groupe (40 000 employés) est le plus gros constructeur de mécanique lourde et l'un des principaux producteurs des aciers fins et spéciaux. L'usine de Nantes emploie environ 1 800 travailleurs.

LE CAPITALISME PLACE LA BRETAGNE DANS UNE SITUATION DE SOUS-DEVELOPPEMENT

L'économie de la Bretagne est caractérisée par un sous-emploi permanent.

Le nombre des chômeurs est important. En effet, pour 1970, le nombre des chômeurs inscrits, d'après les seules statistiques officielles de l'INSEE, s'élève par mois pour les cinq départements bretons à :

Janvier : 19 273 - Février : 19 169 - Mars : 18 303 Avril : 17 577 - Mai : 16 322 - Juin : 15 283 - Juillet : 15 952 - Août : 17 496 - Septembre : 20 052 - Octobre : 22 833 - Novembre : 25 047.

Pour le mois de décembre, l'Institut ne publie que les chiffres relatifs à la Loire-Atlantique : 10 154.

Par conséquent, la main-d'œuvre ne peut être que bon marché. Puisqu'il y a plus de candidats que d'emplois, le patron est vraiment le maître des salariés.

De plus, les travailleurs des Batignolles sont moins payés que ceux des autres usines de Creusot-Loire. Leur salaire est inférieur de 10 % à celui des autres ouvriers de la métallurgie nantaise.

Mais ils ne sont pas les seuls à souffrir de cette infériorité. A Nantes, les ouvriers des Ets Paris (charpentes métalliques) demandent une augmentation de 12 % pour rattraper leur retard de 3 % par rapport à la métallurgie nantaise et faire face à la hausse des prix. Ils se sont prononcés à 95 % pour une action immédiate par des débrayages.

Dans le Finistère, les ouvriers des produits laitiers Entremont se sont unis aux paysans pour faire capituler le patron Delanglais, en ramassant le lait sans casser la grève.

A Fougères, Leclerc, patron d'une entreprise de moyenne importance est séquestré. Il refusait à ses employés une augmentation de 8 % échelonnée en trois fois. Ils n'ont obtenu que 3 %.

La lutte se développe mais le patron veut rester le maître du salarié, car si le salarié rechigne, il peut le menacer de renvoi ou même carrément le mettre dehors, puisqu'il est sûr de trouver quelqu'un d'autre pour le remplacer. Tout le monde, sauf les patrons évidemment, pâtit de cette situation : commerçants, artisans, paysans. En effet, puisqu'ils gagnent peu, les travailleurs ne peuvent pas beaucoup acheter.

L'IMPERIALISME FRANÇAIS A L'ŒUVRE EN BRETAGNE

La Bretagne est une colonie. Son état de chômage et de bas salaire répond à une situation bien précise : le capitalisme axe l'économie sur le Marché Commun. Il préfère surdévelopper les régions déjà riches et appauvrir encore plus les régions sous-développées.

Le cas des Batignolles est aussi à ce titre chargé d'enseignement. Les Batignolles accusent en moyenne chaque année depuis quatre ans un déficit d'un million de francs **alors que l'ensemble du groupe Creusot-Loire est en pleine expansion.** Cela n'est pas étonnant. Les ouvriers des Batignolles et en général les ouvriers bretons sont sous-payés par rapport aux ouvriers des zones plus développées. Le profit capitaliste (la plus-value) volé sur chaque heure de travail de chaque ouvrier est récupéré par l'usine-mère et réinvesti hors de la Bretagne. C'est pourquoi certaines usines (Creusot-Loire, Citroën...) ont intérêt à installer des filiales là où la main-d'œuvre est moins chère. Le sous-développement de la Bretagne ne peut donc que s'accroître continuellement. C'est le schéma classique de l'impérialisme qui s'exerce par exemple très clairement dans l'affaire du pétrole algérien : les sociétés françaises tirent des profits énormes de l'extraction et du commerce du pétrole qu'elles réinvestissent hors de l'Algérie, et de ces investissements, elles tirent de nouveaux profits. Ainsi, l'impérialisme français, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'hexagone, vise à accroître de plus en plus la disparité entre pays industrialisés et pays producteurs de matières premières, fournisseurs de main-d'œuvre, entre régions riches et régions pauvres.

(Suite p. 7.)

Directeur de la publication : Y.-M. Gefflot

Imprimerie Abexpress,